

REGARDS

CENTRE DE RÉTENTION

Une question d'humanité

Luc Caregari

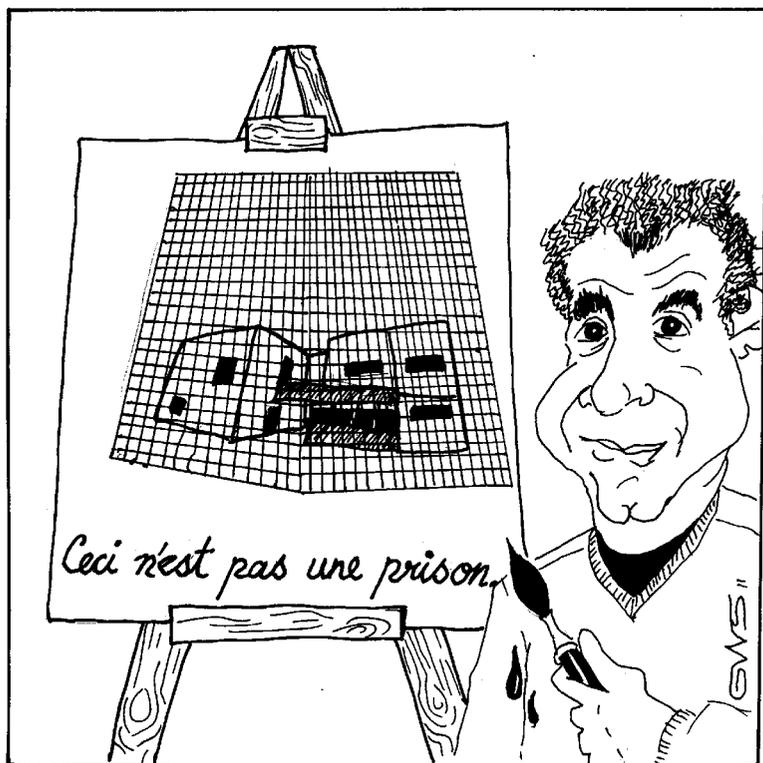
Ce mercredi, un débat organisé par la Campagne contre le centre fermé avec le directeur du nouveau centre de rétention et plusieurs militants a surtout révélé une chose : que mettre des personnes innocentes derrière des barreaux n'est pas une solution.

Qu'une chose soit claire dès le début : la politique européenne qui consiste à emprisonner des personnes qui n'ont commis aucun crime, excepté de ne pas être en possession des « bons » papiers, est scandaleuse et ne correspond en rien aux valeurs que la vieille Europe se targue de porter dans le monde. La politique des expulsions et des centres de rétention est contraire à tout ce que ce continent a toujours voulu être, elle souille son image dans le monde et en fin de compte, elle cause plus de dommages que de biens à nos sociétés. Ce qui frappe, c'est avant tout l'hypocrisie monumentale d'une civilisation qui prétend avoir donné des droits aux humains et qui d'un même trait les refuse à celles et ceux qui viennent pour pouvoir en jouir. Cette attitude, qui est le produit d'une surenchère populiste et électoraliste n'ayant rien à voir avec ce qui se passe vraiment au niveau des migrations, est en fin de compte un symptôme d'un continent en plein déni de réalité.

Si vous, chère lectrice, cher lecteur, trouvez que cette attitude est un peu extrémiste, sachez que lors de la table ronde tenue mercredi der-

nier, elle faisait l'unanimité. Cela était peut-être dû au fait que malgré une invitation, ni le ministre de l'immigration Nicolas Schmit, ni un de ses collaborateurs au ministère n'avait accepté l'invitation. Mais du moins, le directeur du futur centre, le psychologue Fari Khabirpour, était présent pour faire face aux critiques des militant-e-s. Et le fait étonnant de cette soirée était de voir combien Khabirpour était d'accord avec les critiques concernant son futur lieu de travail. A ses côtés se trouvaient Victor Angata, un Congolais débouté d'asile - mais qui ne peut pas être renvoyé vu que son pays d'origine, la République démocratique du Congo, n'accepte pas les retours - et membre de la Campagne contre le centre fermé, tout comme Armelle Ono, membre de l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (Acat), qui visite régulièrement les prisonniers du bloc P2 de Schrassig où sont parqués encore actuellement les déboutés d'asile, et Frank Wies, avocat et président d'Amnesty International-Luxembourg.

Le centre de rétention pose problème non pas seulement de par son existence même, mais aussi de par sa finition. Et c'est Fari Khabirpour qui est le premier à l'admettre : « Il y a des détails qui agacent », a-t-il affirmé, « comme les chambres qui sont trop petites ou le fait qu'il n'y ait pas assez de douches et que celles-ci soient près des cuisines. Mais ni moi, ni mon équipe n'ont pu intervenir auprès des architectes ». D'une





Le réfugié débouté Vincent Angata et le directeur du centre de rétention Fari Kabirpour...



La militante Armelle Ono et le président d'Amnesty International Frank Wies.

PHOTOS : PATRICK GALBATS

certain manière, ils ont été mis devant le fait accompli. Un fait qu'apparemment même certains députés ne voient plus d'un bon oeil, si l'on peut en croire les déclarations que Félix Braz et Marc Angel ont fait à la presse. Mais bon, il est vrai aussi que le vote sur la loi qui instaurait ce centre de rétention était unanime, même s'il faut prendre en compte le contexte d'alors : on pensait qu'un centre construit exprès pour les expulsables serait malgré tout mieux que de les mettre en prison avec les détenus de droit commun. Et il faut même ajouter que la construction du centre s'est aussi faite sous la pression des ONG qui voulaient sortir le Luxembourg de la situation intenable que représentait le bloc P2, surtout après la révolte de 2005 qui avait coûté la vie à deux personnes.

« Je ne pense pas que ce soit la meilleure façon de traiter le problème »

Pourtant, le porte-parole de l'Asti, Jean Lichtfous, présent dans le public, a fait part de ses états d'âme par rapport à la réalité du centre de rétention : « J'ai l'impression de m'être fait berner » a-t-il déclaré, « Ces cellules ressemblent plutôt à des niches pour des chiens qu'à des chambres où doivent loger des êtres humains ».

Mais qu'en est-il du fonctionnement de ce futur centre ? Au cours

du débat, on a eu droit à quelques déclarations surprenantes, comme celle d'Armelle Ono qui n'a pas tari d'éloges sur l'équipe déjà en place à Schrassig et qui continuera à travailler sur le site de la route de Trèves. Selon elle, « il arrive même que des expulsés nous contactent pour prendre des nouvelles du personnel ». Pourtant, c'était déjà la seule déclaration qui allait à l'encontre des préjugés courants. Car la vie en rétention ne se distingue de celle en détention que par des aspects négatifs. Ainsi, Frank Wies a attiré l'attention sur le fait que du point de vue juridique, un détenu avait les mêmes droits qu'un retenu, au détail près que ce dernier n'est passible d'aucun crime. S'y ajoute, comme l'ont rapporté Victor Angata et Armelle Ono, le fait qu'en rétention l'atmosphère est souvent plus lourde et désespérée, justement à cause de l'absurdité des raisons de leur enfermement. « La première chose que les gens se demandent est 'Qu'est-ce que j'ai fait pour qu'on m'enferme ?' », raconte Ono.

Mais à part le l'enfermement, c'est surtout sa durée qui pose problème. Car le gouvernement vient d'adopter une loi qui prévoit qu'une rétention peut être prolongé jusqu'à six mois. Ce qui est particulièrement absurde pour deux bonnes raisons : primo, si le délai d'un mois de rétention est atteint, les « chances » de pouvoir expulser la personne retenue tendent vers zéro, puisque cela veut dire que l'Etat d'origine n'est pas prêt

à l'accueillir ou ne collabore pas avec les autorités luxembourgeoises. Deuxio, même la France - qui est pourtant une championne en matière d'expulsions - ne prévoit qu'un délai maximal de 45 jours en rétention. S'y ajoute le fait que - selon Armelle Ono - des études démontrent clairement qu'à partir du troisième mois en rétention, la vulnérabilité psychologique des retenus augmente fortement. Ce qui ne semble pas préoccuper le gouvernement luxembourgeois, qui, contrairement à l'infâme « directive retour » de la commission européenne, ne prévoit pas d'alternatives à la rétention comme le bracelet électronique (néanmoins rejeté par les ONG) ou l'assignation à résidence. Au contraire : au grand-duché, la rétention est la règle. Et la durée de rétention n'est pas prête de se réduire, car la simplification administrative ne s'applique décidément pas aux dossiers des demandeurs d'asile qui doivent passer par trois ministères différents. Un fait que même le directeur du centre déplore, surtout parce qu'il y a des modèles différents en Suède ou en Suisse où les étrangers sont pris en charge par la même administration tout au long de leur séjour. « Un modèle pareil au Luxembourg éviterait la rétention à beaucoup de personnes », estime-t-il. En plus, cela éviterait au Luxembourg de dépenser autant. Car si l'on rapporte le budget du centre de rétention - qui est de 4,5 millions par an - au nombre de personnes qui y seront placées, on en vient à 400 eu-

ros par jour. A ce prix-là, l'on pourrait tout aussi bien leur payer des études de médecine, comme l'a fait remarquer une personne du public.

Des problèmes que Fari Kabirpour n'ignore pas, tout au contraire. Lorsqu'on lui demande s'il n'était en fin de compte qu'une caution morale pour une pratique inhumaine, il admet : « Je me retrouve dans un dilemme, car j'ai accepté ce travail, même si je ne pense pas que ce soit la meilleure façon de traiter le problème ». Mais pour lui, le centre de rétention est une réalité et tout ce qu'on peut faire c'est de la rendre la plus attractive possible pour les gens qu'on y enferme. « Ce que je veux faire, c'est redonner une perspective à ces gens. Je veux qu'ils cessent de se poser en victime et que malgré leur situation difficile, ils reprennent espoir ». Même en positivant un maximum, cette attitude risque fort de rester un vœu pieux.